

REITMANS

(CANADA) LIMITÉE

RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LE TRIMESTRE ET LE SEMESTRE CLOS LE 30 JUILLET 2016

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée et de ses filiales (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 30 juillet 2016 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date et des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 30 janvier 2016, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 8 septembre 2016.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), aussi appelées principes comptables généralement reconnus (« PCGR »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants d'argent qui figurent dans le présent rapport de gestion sont en millions de dollars canadiens, sauf lorsqu'il s'agit d'un montant par action ou d'un prix d'exercice. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 8 septembre 2016.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmanscanadalimitee.com, ou sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives, qui reflètent les attentes de la société uniquement en date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives sont fondées sur les estimations, les opinions et les hypothèses actuelles de la société, qui reposent sur la perception de la direction à l'égard des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs qu'elle juge appropriés dans les circonstances. Le présent rapport de gestion de la société renferme des déclarations prospectives au sujet des objectifs, des plans, des buts, des aspirations, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation, des flux de trésorerie, du rendement et des perspectives de la société, ainsi que des occasions qui s'offrent à elle et des questions d'ordre juridique et réglementaire qui la concernent. Les déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion comprennent notamment des déclarations concernant les résultats et événements futurs prévus de la société, les liquidités futures, les dépenses d'investissement en immobilisations planifiées, le montant des cotisations versées au régime de retraite, l'état et l'incidence de la mise en œuvre de systèmes, la capacité de la société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives stratégiques et ses initiatives au chapitre de la réduction des coûts et de l'amélioration de la productivité ainsi que l'incidence de telles initiatives. Ces déclarations prospectives spécifiques se retrouvent dans l'ensemble du présent rapport de gestion et comprennent celles qui sont mentionnées à la rubrique intitulée

« Gestion des risques d'exploitation et des risques financiers » du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives se reconnaissent généralement à l'emploi de termes comme « prévoir », « s'attendre à », « croire », « pourrait », « estimer », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « s'efforcer » et d'autres expressions semblables et à l'utilisation du futur et du conditionnel en ce qui concerne la société et sa gestion.

De nombreux risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés, sous-entendus ou projetés dans les déclarations prospectives, notamment les suivants :

- l'évolution de la conjoncture économique, notamment une récession ou des modifications du taux d'inflation ou de déflation, les taux d'emploi, les taux d'intérêt, les taux de change ou les prix des dérivés;
- une concurrence accrue, qu'elle soit attribuable aux concurrents actuels ou à de nouveaux joueurs sur le marché;
- l'évolution des préférences des consommateurs pour le commerce électronique, la vente au détail en ligne et l'introduction de nouvelles technologies;
- la saisonnalité et les conditions météorologiques;
- l'incapacité de l'infrastructure de technologies de l'information (« TI ») de la société à soutenir les exigences des activités de la société, ou des atteintes à la sécurité interne ou externe, des attaques par déni de service, des virus, des vers et d'autres atteintes à la protection des données ou à la cybersécurité, connues ou inconnues;
- le fait de ne pas tirer d'avantages des investissements de la société dans ses nouveaux systèmes de TI;
- l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les freintes de stocks;
- le fait de ne pas réaliser les résultats attendus, notamment la croissance des produits, les économies prévues ou les gains d'efficacité opérationnelle associés aux grandes initiatives de la société, y compris la restructuration;
- les variations des passifs de la société au titre de l'impôt sur le résultat, de l'impôt sur le capital, de l'impôt foncier ou d'autres impôts et des passifs réglementaires, y compris les modifications des lois et des règles fiscales ou des cotisations futures.

Cette liste de facteurs pouvant influencer sur les déclarations prospectives de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ne connaît pas à l'heure actuelle ou qu'elle ne juge actuellement pas importants pourraient également faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés dans ses déclarations prospectives. Des risques et incertitudes supplémentaires sont analysés dans les documents que la société dépose à l'occasion auprès des autorités de réglementation canadiennes en valeurs mobilières. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée à toute déclaration prospective ci-incluse. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

La société a déterminé plusieurs mesures de rendement clés et mesures financières non conformes aux PCGR qui, de l'avis de la direction, sont utiles pour évaluer le rendement de la société; les lecteurs sont toutefois prévenus que certaines de ces mesures n'ont pas nécessairement de définition normalisée aux termes des IFRS et, de ce fait, peuvent ne pas être comparables à des expressions semblables utilisées par d'autres sociétés.

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté »), à titre de mesure financière non conforme aux PCGR. Le BAIIA ajusté se définit en tant que bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat, les autres produits, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, la variation nette de la juste valeur des titres négociables, les charges d'intérêts, la dépréciation du goodwill, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes de valeur nettes. Le tableau suivant effectue le rapprochement entre la mesure conforme aux PCGR la plus comparable, soit le bénéfice net ou la perte nette, et le BAIIA ajusté. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté est un important indicateur de la capacité de la société à générer des liquidités au moyen des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer les besoins en fonds de roulement et les dépenses d'investissement en immobilisations, et elle utilise cette mesure à ces fins. L'exclusion des dividendes, des produits d'intérêts et de la variation nette de la juste valeur des titres négociables élimine l'incidence sur le bénéfice tiré d'activités autres que d'exploitation. L'exclusion des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur élimine l'incidence hors trésorerie. Le BAIIA ajusté a pour but de fournir des informations additionnelles utiles aux investisseurs et aux analystes et cette mesure n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Par conséquent, le BAIIA ajusté ne devrait pas être considéré isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. D'autres sociétés peuvent calculer le BAIIA ajusté différemment. De temps à autre, la société peut exclure des éléments additionnels si elle croit qu'elle pourra ainsi arriver à une analyse plus efficace du rendement opérationnel sous-jacent. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas qu'ils sont non récurrents.

La société utilise les ventes des magasins comparables comme indicateur de rendement clé (« IRC ») pour évaluer le rendement des magasins (y compris le site de commerce électronique de chaque bannière) et la croissance des ventes. Les ventes des magasins comparables constituent les ventes générées par des magasins ouverts continuellement pendant les deux périodes comparées et comprennent les ventes en ligne. Les ventes des magasins comparables sont mesurées en fonction des mêmes jours civils pour chacune des périodes. Même si cet IRC est exprimé comme un ratio, il constitue une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La direction utilise les ventes des magasins comparables pour évaluer le rendement des magasins et juge cette mesure utile pour déterminer la part de nouvelles ventes provenant de la croissance des ventes et la part pouvant être attribuée à l'ouverture de nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables constituent une mesure couramment utilisée par les détaillants et sont considérées comme un renseignement utile tant par les investisseurs que par les analystes. Par conséquent, les ventes des magasins comparables ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du bénéfice net (de la perte nette) au BAIIA ajusté pour les trimestres et les semestres clos le 30 juillet 2016 et le 1^{er} août 2015.

(en millions de dollars canadiens)
(non audité)

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 juillet 2016	1 ^{er} août 2015	30 juillet 2016	1 ^{er} août 2015
Bénéfice net (perte nette)	9,0 \$	(0,2) \$	3,0 \$	(7,9) \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes	10,7	12,2	21,1	24,1
Produits de dividendes	(0,6)	(0,6)	(1,3)	(1,3)
Produits d'intérêts	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(0,3)
Variation nette de la juste valeur des titres négociables	0,5	5,2	(3,6)	6,4
Charges d'intérêts	–	0,1	0,1	0,2
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	3,7	0,8	(0,2)	(1,5)
BAIIA AJUSTÉ	23,1 \$	17,4 \$	18,8 \$	19,7 \$
BAIIA AJUSTÉ en % des ventes	9,1 %	6,9 %	4,1 %	4,3 %

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La société a un seul secteur à présenter qui tire ses produits principalement de la vente de vêtements pour dames à ses clients grâce à ses sept bannières. La société exploite des magasins partout au Canada, principalement dans les galeries marchandes et les mégacentres commerciaux. À l'heure actuelle, la société exerce ses activités sous les bannières suivantes :

Reitmans

Avec ses 307 magasins d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce de détail de mode féminine au Canada. Elle se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service hors pair, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité.

Penningtons

Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons propose à ses clientes une sélection de vêtements tendance et abordables pour les tailles mode 14 à 32. Penningtons exploite 130 magasins dans des mégacentres au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés.

ADDITION ELLE

Addition Elle est une destination mode pour les femmes de taille forte axée sur la mode, la qualité et la coupe, offrant les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Addition Elle exploite 103 magasins d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays.

RW&CO.

RW & CO. exploite 82 magasins d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés situés dans des emplacements de choix dans des centres commerciaux importants. Sa mission est de faire découvrir la mode à une clientèle de style urbain en proposant des vêtements et articles mode pour les hommes et les femmes.



Thyme Maternité est un chef de file de la mode pour futures mamans, proposant des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme exploite 63 magasins d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale. La société exploitait également 18 espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us du Canada. La société a résilié son entente avec Toys"R"Us et elle n'exploite plus d'espaces-boutiques situés dans des magasins Babies"R"Us depuis le 31 août 2016.



Les 19 magasins Hyba ont ouvert leurs portes en octobre 2015. D'une superficie moyenne de 3 000 pieds carrés, ils proposent des vêtements sport tendance et abordables qui sont parfaits pour l'entraînement ou le yoga et offerts en tailles TP à 2X. Les produits Hyba sont également offerts dans plus de 300 magasins Reitmans au Canada.

SMARTSET

Le 25 novembre 2014, la société a annoncé un plan qui prévoit la fermeture de la totalité des magasins Smart Set. La direction a déterminé que la meilleure stratégie pour accroître ses résultats d'exploitation consistait à réorienter ses efforts de vente et de merchandising soit en convertissant les magasins Smart Set en magasins d'autres bannières de la société soit en les fermant. Les 15 magasins restants devraient fermer d'ici le 30 septembre 2016.

Commerce électronique

La société exploite également des sites Web de commerce électronique de marchandises pour toutes ses bannières à l'exception de Smart Set. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques.

BANNIÈRES

	Nombre de magasins au 30 janvier 2016	Ouvertures au T1	Fermures au T1	Ouvertures au T2	Fermures au T2	Nombre de magasins au 30 juillet 2016	Nombre de magasins au 1 ^{er} août 2015
Reitmans	329	1	(3)	–	(20)	307	333
Penningtons	134	1	(5)	1	(1)	130	135
Addition Elle	107	–	(3)	–	(1)	103	107
RW & CO.	83	–	–	1	(2)	82	80
Thyme Maternité	68	–	(2)	–	(3)	63	69
Hyba	17	–	–	3	(1)	19	–
Smart Set	29	–	(6)	–	(8)	15	70
Total	767	2	(19)	5	(36)	719	794
Espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies“R”Us ¹	21	–	–	–	(3)	18	21

¹ Depuis le 31 août 2016, la société n'exploite plus d'espaces-boutiques situés dans des magasins Babies“R”Us.

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue d'être vendues dans le cours normal des activités.

INITIATIVES STRATÉGIQUES

La société a entrepris de nombreuses initiatives stratégiques dans le but d'améliorer ses marques, d'accroître sa productivité et sa rentabilité dans l'ensemble de ses activités grâce au perfectionnement de ses systèmes, et de favoriser une culture d'amélioration des processus.

Les initiatives en cours et les nouvelles initiatives de la société sont comme suit :

INITIATIVES	SITUATION ACTUELLE
La société a élaboré une stratégie de croissance à l'échelle mondiale afin de continuer à faire prospérer ses marques à l'étranger.	La société a mis sur pied une équipe dont les membres, expérimentés et hautement qualifiés, se consacrent au développement à l'international. Aux États-Unis, Addition Elle a effectué le lancement de la vente électronique de vêtements de la collection Ashley Graham par l'intermédiaire du site de Nordstrom en août 2015 et, en septembre 2015, de la vente d'une gamme limitée chez Lord & Taylor. L'expansion s'est poursuivie : d'autres détaillants américains ont fait l'acquisition de gammes de produits. La société est satisfaite de l'expansion du fait que le canal de ventes continue de croître.
La société investit d'importantes sommes dans ses systèmes de distribution et de logistique afin de répondre aux besoins changeants des consommateurs, alors que le commerce électronique gagne en popularité, et pour assurer un meilleur approvisionnement dans les magasins.	Le réaménagement du centre de distribution de la société afin de répondre à la croissance des ventes électroniques est achevé, ce qui répondra aux exigences changeantes relatives aux besoins des magasins et aux ventes électroniques. Les changements au système de gestion, la mise en œuvre d'un logiciel de gestion du transport et des améliorations aux équipements de manutention ont été menés à bien et font l'objet d'un service d'assistance après implémentation.
La société s'engage à poursuivre son investissement dans le commerce électronique, notamment en améliorant la gestion des relations avec la clientèle et la technologie.	La société continue d'enregistrer une croissance importante des ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique. Elle continue d'investir dans les technologies liées aux relations avec la clientèle, à l'analyse prévisionnelle et aux solutions de connaissances clients afin de soutenir la croissance.
La société poursuit une initiative d'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement et de marchandisage à l'échelle de l'entreprise grâce à un programme dénommé « SCORE » à l'interne. Ce programme est axé sur le déploiement des meilleures applications de vente au détail sur une nouvelle plateforme technologique améliorée. SCORE permettra d'employer de nouveaux processus qui offriront de la souplesse et une capacité d'adaptation dans les activités de la chaîne de marchandisage et d'approvisionnement.	La société a réorienté les efforts qu'elle déploie dans le cadre du programme SCORE afin de s'assurer que les étapes importantes en vue de sa réalisation soient franchies d'ici la fin de l'exercice en cours. Le programme SCORE est sur la bonne voie pour être mené à terme au cours de l'exercice 2017.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 30 JUILLET 2016 (« DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 1^{ER} AOÛT 2015 (« DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2016 »)

Les ventes du deuxième trimestre de l'exercice 2017 se sont établies à 254,4 millions de dollars comparativement à 253,0 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016, soit une hausse de 0,6 %, et ce, avec une réduction nette de 75 magasins découlant essentiellement de la fermeture de magasins Smart Set. Les ventes des magasins comparables ont augmenté de 6,3 %, celles des magasins ayant progressé de 4,0 % et celles du commerce électronique, de 45,4 %.

La marge brute du deuxième trimestre de l'exercice 2017 a augmenté de 4,0 millions de dollars, ou 2,9 %, pour s'établir à 143,2 millions de dollars comparativement à 139,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016. La marge brute en pourcentage de la société a augmenté, passant de 55,0 % au deuxième trimestre de l'exercice 2016 à 56,3 % au deuxième trimestre de l'exercice 2017. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2016, la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative de près de 1,7 million de dollars sur la marge brute.

Les frais de vente et de distribution pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017 ont diminué de 4,1 % ou 5,1 millions de dollars pour s'établir à 119,7 millions de dollars comparativement à 124,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016. Les facteurs ayant entraîné ce changement sont essentiellement les suivants :

- une diminution des coûts d'exploitation des magasins d'environ 3,6 millions de dollars (compte non tenu des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles) en raison d'une réduction nette de 75 magasins découlant essentiellement de la fermeture de magasins de la bannière Smart Set qui s'est poursuivie;
- une baisse de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, qui est passée de 11,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016 à 10,3 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017. Ce montant tient compte de la diminution des pertes de valeur nettes et des radiations des immobilisations corporelles et incorporelles relativement aux magasins dont la performance est insatisfaisante et aux fermetures de magasins (0,6 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017 comparativement à 1,7 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016).

Les charges administratives pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017 ont diminué de 6,0 % ou 0,7 million de dollars pour atteindre 11,0 millions de dollars, contre 11,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016. Cette réduction des charges administratives reflète l'incidence d'initiatives antérieures visant à rationaliser les effectifs afin de répondre aux nouveaux besoins de l'entreprise.

Les produits financiers nets se sont chiffrés à 0,2 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, comparativement à des charges financières nettes de 2,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016. Ce changement est en grande partie attribuable aux facteurs qui suivent :

- une perte de 0,5 million de dollars découlant d'une variation nette de la juste valeur des titres négociables pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, contre une perte de 5,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016; ce qui a été contrebalancé en partie par

- une perte de change de 0,1 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, comparativement à un profit de 2,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016, essentiellement attribuable à l'incidence du change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, la société a inscrit un bénéfice avant impôt sur le résultat de 12,7 millions de dollars, comparativement à 0,5 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016, en hausse de 12,2 millions de dollars.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, la société a comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 3,7 millions de dollars (taux d'impôt effectif de 29,2 %), comparativement à 0,8 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016 (taux d'impôt effectif de 142,0 %). Le taux d'impôt effectif du deuxième trimestre de l'exercice 2017 a été touché principalement par une variation de 0,5 million de dollars de la juste valeur des titres négociables. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

Le bénéfice net du deuxième trimestre de l'exercice 2017 s'est établi à 9,0 millions de dollars (bénéfice de base et dilué par action de 0,14 \$), alors que pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016, la société avait subi une perte nette de 0,2 million de dollars (perte de base et diluée par action de 0,00 \$).

Le BAIIA ajusté du deuxième trimestre de l'exercice 2017 correspondait à 23,1 millions de dollars, comparativement à 17,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016, soit une hausse de 5,7 millions de dollars. La hausse du BAIIA ajusté est principalement attribuable aux améliorations de la marge brute et à la réduction des coûts d'exploitation des magasins, tel qu'il est indiqué précédemment.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU SEMESTRE CLOS LE 30 JUILLET 2016 (« PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2017 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU SEMESTRE CLOS LE 1^{ER} AOÛT 2015 (« PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2016 »)

Les ventes du premier semestre de l'exercice 2017 se sont établies à 457,9 millions de dollars comparativement à 454,7 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016, soit une hausse de 0,7 %, et ce, avec une réduction nette de 75 magasins découlant essentiellement de la fermeture de magasins Smart Set. Les ventes des magasins comparables ont augmenté de 7,5 %, celles des magasins ayant progressé de 5,0 % et celles du commerce électronique, de 49,0 %.

La marge brute du premier semestre de l'exercice 2017 a diminué de 2,7 millions de dollars, ou 1,0 %, pour s'établir à 256,6 millions de dollars comparativement à 259,3 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016. La marge brute en pourcentage de la société a diminué, passant de 57,0 % au premier semestre de l'exercice 2016 à 56,0 % au premier semestre de l'exercice 2017. Pour le premier semestre de l'exercice 2017, comparativement au premier semestre de l'exercice 2016, la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative de près de 5,5 millions de dollars sur la marge brute.

Les frais de vente et de distribution pour le premier semestre de l'exercice 2017 ont diminué de 3,6 % ou 8,8 millions de dollars pour s'établir à 234,9 millions de dollars comparativement à 243,7 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016. Les facteurs ayant entraîné ce changement sont essentiellement les suivants :

- une diminution des coûts d'exploitation des magasins d'environ 5,4 millions de dollars (compte non tenu des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles) en raison d'une réduction nette de 75 magasins découlant essentiellement de la fermeture de magasins de la bannière Smart Set qui s'est poursuivie;

- une baisse de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, qui est passée de 23,3 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016 à 20,3 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2017. Ce montant tient compte de la diminution des pertes de valeur nettes et des radiations des immobilisations corporelles et incorporelles relativement aux magasins dont la performance est insatisfaisante et aux fermetures de magasins (0,9 million de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2017 comparativement à 2,7 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016).

Les charges administratives pour le premier semestre de l'exercice 2017 ont diminué de 5,6 % ou 1,3 million de dollars pour atteindre 21,8 millions de dollars, contre 23,1 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016. Cette réduction des charges administratives reflète l'incidence d'initiatives antérieures visant à rationaliser les effectifs afin de répondre aux nouveaux besoins de l'entreprise.

Les produits financiers nets se sont chiffrés à 2,8 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2017, comparativement à des charges financières nettes de 1,9 million de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016. Ce changement est en grande partie attribuable aux facteurs qui suivent :

- un profit de 3,6 millions de dollars découlant d'une variation nette de la juste valeur des titres négociables pour le premier semestre de l'exercice 2017, contre une perte de 6,4 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016; ce qui a été contrebalancé en partie par
- une perte de change de 2,3 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2017, comparativement à un profit de 3,1 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016, essentiellement attribuable à l'incidence du change lié aux actifs et passifs monétaires libellés en dollars américains.

Pour le premier semestre de l'exercice 2017, la société a inscrit un bénéfice avant impôt sur le résultat de 2,8 millions de dollars, comparativement à une perte de 9,4 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016, en hausse de 12,2 millions de dollars.

Pour le premier semestre de l'exercice 2017, la société a comptabilisé un recouvrement d'impôt sur le résultat de 0,2 million de dollars (taux de recouvrement d'impôt effectif de 7,6 %), comparativement à 1,5 million de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016 (taux d'impôt effectif de 16,1 %). Le taux d'impôt effectif du premier semestre de l'exercice 2017 a été touché principalement par une variation de 3,6 millions de dollars de la juste valeur des titres négociables. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

Le bénéfice net du premier semestre de l'exercice 2017 s'est établi à 3,0 millions de dollars (bénéfice de base et dilué par action de 0,05 \$), alors que pour le premier semestre de l'exercice 2016, la société avait subi une perte nette de 7,9 millions de dollars (perte de base et diluée par action de 0,12 \$).

Le BAIIA ajusté du premier semestre de l'exercice 2017 correspondait à 18,8 millions de dollars, comparativement à 19,7 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2016, soit un repli de 0,9 million de dollars. Le repli du BAIIA ajusté est principalement attribuable à l'incidence, au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, d'une marge brute moins élevée, ce qui a été contrebalancé en partie par la réduction des coûts d'exploitation des magasins, tel qu'il est indiqué précédemment.

CONTRATS DE CHANGE

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre 12 mois. La société conclut des contrats de change à terme afin de couvrir une partie importante de son exposition aux fluctuations de la valeur du dollar américain, et ce, généralement jusqu'à 12 mois à l'avance. Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2017, la société a rempli ses exigences en dollars américains au moyen d'une combinaison de contrats de change à terme et d'achats au comptant. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, les achats de marchandises, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 55 millions de dollars américains (122 millions de dollars américains pour le premier semestre de l'exercice 2017). La société a pour principe de couvrir au moins 80 % des achats de marchandises libellés en dollars américains prévus pour un exercice donné au moyen de contrats de change à terme, toute exigence supplémentaire étant remplie au moyen d'achats au comptant en dollars américains.

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 30 juillet 2016 :

	Prix d'exercice moyen	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Contrats de change désignés en tant que couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,351 \$	179,5 \$	0,6 \$	(8,9) \$	(8,3) \$
			0,6 \$	(8,9) \$	(8,3) \$

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 1^{er} août 2015 :

	Prix d'exercice moyen	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Contrats de change désignés en tant que couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,207 \$	108,5 \$	11,0 \$	– \$	11,0 \$
Options d'achat acquises	1,188 \$	18,0 \$	2,2	–	2,2
Options de vente vendues	1,188 \$	9,0 \$	–	–	–
			13,2 \$	– \$	13,2 \$

Le tableau qui suit présente en détail les contrats de change en cours au 30 janvier 2016 :

	Prix d'exercice moyen	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Contrats de change désignés en tant que couvertures des flux de trésorerie					
Contrats à terme	1,325 \$	168,0 \$	14,4 \$	(1,8) \$	12,6 \$
			14,4 \$	(1,8) \$	12,6 \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes trimestrielles sont touchées par la saisonnalité et la période des Fêtes. En grande partie en raison du caractère saisonnier des marchandises et du calendrier des programmes de marketing, le deuxième trimestre est habituellement celui qui contribue le plus aux ventes, et le premier trimestre est celui qui contribue le moins. En raison de la saisonnalité, les résultats d'exploitation d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation d'un exercice complet. Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non audités ont été préparés conformément aux IFRS. Toute référence à 2017 correspond à l'exercice qui sera clos le 28 janvier 2017, celles à 2016 correspondent à l'exercice clos le 30 janvier 2016 et celles à 2015 correspondent à l'exercice clos le 31 janvier 2015.

	Deuxième trimestre		Premier trimestre		Quatrième trimestre		Troisième trimestre	
	2017	2016	2017	2016	2016	2015	2016	2015
Ventes	254,4 \$	253,0 \$	203,5 \$	201,7 \$	242,2 \$	236,3 \$	240,3 \$	238,3 \$
Bénéfice net (perte nette)	9,0	(0,2)	(6,0)	(7,7)	(16,5)	4,4	(0,3)	12,9
Bénéfice (perte) par action								
De base	0,14 \$	(0,00) \$	(0,09) \$	(0,12) \$	(0,26) \$	0,07 \$	– \$	0,20 \$
Dilué(e)	0,14	(0,00)	(0,09)	(0,12)	(0,26)	0,07	–	0,20

Les fluctuations de l'information financière trimestrielle susmentionnée reflètent, dans une certaine mesure, l'incidence sur le bénéfice net et le bénéfice par action des fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain ainsi que de la variation de la juste valeur des titres négociables.

BILAN

Le tableau suivant présente certains postes choisis du bilan de la société au 30 juillet 2016 en comparaison du 30 janvier 2016 :

	30 juillet 2016	30 janvier 2016	Variation (en \$)	Variation (en %)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	114,5 \$	118,6 \$	(4,1)	(3,5)
Titres négociables	48,8	45,2	3,6	8,0
Clients et autres débiteurs	5,4	4,1	1,3	31,7
Impôt sur le résultat recouvrable	3,4	3,3	0,1	3,0
Stocks	147,2	124,9	22,3	17,9
Immobilisations corporelles et incorporelles	152,0	158,7	(6,7)	(4,2)
Impôts différés	31,0	25,8	5,2	20,2
Fournisseurs et autres créditeurs	126,7	106,3	20,4	19,2
Passif (actif) financier dérivé net	8,3	(12,6)	20,9	s. o.
Produits différés	17,2	19,3	(2,1)	(10,9)

Les variations de certains postes choisis des bilans de la société au 30 juillet 2016 en comparaison au 30 janvier 2016 s'expliquent essentiellement par ce qui suit :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont reculé en raison principalement d'un investissement accru dans les stocks attribuable à l'augmentation normale des stocks en prévision des ventes de l'automne, aux dépenses d'investissement et aux dividendes payés, ce qui a été contrebalancé en partie par une meilleure gestion des fournisseurs et autres créditeurs.
- Les titres négociables ont augmenté en raison de la variation nette de leur juste valeur au premier semestre de l'exercice 2017. Les titres négociables se composent d'actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes.

- Les clients et autres débiteurs se composent principalement des ventes par carte de crédit enregistrées au cours des derniers jours du trimestre. La hausse des débiteurs s'explique en majeure partie par l'indemnité de 1,1 million de dollars aux termes d'une déclaration de sinistre faite relativement aux dommages subis par les magasins de la société par suite de l'incendie de forêt survenu dans la région de Fort McMurray.
- L'impôt sur le résultat recouvrable découle des remboursements d'impôt estimés liés à l'exercice à l'étude et à des exercices antérieurs.
- L'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain ainsi que l'augmentation normale des stocks en prévision des ventes de l'automne ont contribué à faire augmenter les coûts des stocks. De plus, la croissance importante des ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique a donné lieu à une augmentation des stocks en réponse aux exigences de la clientèle, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence d'une réduction nette de 48 magasins subie depuis la clôture de l'exercice précédent.
- La société continue de gérer étroitement son investissement dans les immobilisations corporelles et incorporelles. Pour le premier semestre de l'exercice 2017, 16,4 millions de dollars ont été investis au titre des immobilisations corporelles et incorporelles. L'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des pertes de valeur nettes de 21,1 millions de dollars ont été comptabilisés pour le premier semestre de l'exercice 2017.
- L'augmentation de l'impôt sur le résultat différé est surtout attribuable à l'incidence fiscale d'ajustements à la valeur de marché de contrats de change à terme utilisés comme couvertures.
- Les fournisseurs et autres créditeurs ont augmenté en raison essentiellement du calendrier de paiements et du fait que la société a amélioré les modalités de paiement applicables aux fournisseurs. Les fournisseurs et autres créditeurs de la société se composent dans une large mesure de dettes fournisseurs, de créditeurs au titre des avantages du personnel, de créditeurs liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.
- La société a comptabilisé un passif financier dérivé net relativement à des contrats de change. La variation de l'actif financier dérivé net est attribuable à l'incidence d'ajustements à la valeur de marché de contrats de change à terme utilisés comme couvertures.
- Les produits différés ont diminué en grande partie en raison du calendrier d'encaissement des cartes-cadeaux et des programmes de fidélisation. Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Les produits sont comptabilisés lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés.

GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION ET DES RISQUES FINANCIERS

Les stratégies de gestion des risques d'exploitation et des risques financiers sont décrites en détail dans le rapport de gestion annuel et dans la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016, lesquels sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Aucune modification importante des risques d'exploitation et des risques financiers de la société n'a été constatée au cours du semestre clos le 30 juillet 2016.

LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 30 juillet 2016, les capitaux propres s'élevaient à 365,0 millions de dollars, ou 5,76 \$ par action (406,5 millions de dollars, ou 6,36 \$ par action au 1^{er} août 2015; 381,2 millions de dollars, ou 6,02 \$ au 30 janvier 2016). La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables totalisant 163,3 millions de dollars au 30 juillet 2016 (169,4 millions de dollars au 1^{er} août 2015; 163,8 millions de dollars au 30 janvier 2016). La trésorerie est détenue dans des comptes portant intérêts et dans des dépôts à court terme auprès de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garantis disponibles d'au plus 75 millions de dollars, ou son équivalent en dollars américains. Au 30 juillet 2016, une tranche de 9,2 millions de dollars (15,3 millions de dollars au 1^{er} août 2015; 14,1 millions de dollars au 30 janvier 2016) de ces lignes de crédit d'exploitation était affectée aux fins de lettres de crédit de soutien et de lettres de crédit documentaires. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains émises à l'intention de tiers fournisseurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société, et à l'appui des achats dans le cadre de contrats de change à terme en dollars américains. La société utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins. La réduction des engagements aux termes des lignes de crédit d'exploitation rend compte de l'initiative de la société consistant à passer des lettres de crédit documentaires au crédit ouvert pour le règlement des paiements.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien irrévocables obtenues auprès d'institutions financières hautement cotées afin d'indemniser ces tiers advenant que la société manque à ses obligations contractuelles. Au 30 juillet 2016, l'obligation potentielle maximale aux termes de ces garanties s'élevait à 2,8 millions de dollars (2,8 millions de dollars au 1^{er} août 2015; 2,8 millions de dollars au 30 janvier 2016) et les lettres de crédit de soutien arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2017. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 0,5 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,05 \$ par action pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, pour un total de 3,2 millions de dollars comparativement à des dividendes de 0,05 \$ par action totalisant 3,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016. En ce qui concerne la politique de dividendes, le conseil d'administration tient compte du bénéfice par action de la société, de ses flux de trésorerie d'exploitation, du niveau de dépenses d'investissement en immobilisations prévues et de sa trésorerie et titres négociables. Le ratio de paiement cible est d'environ 50 % à 80 % du bénéfice par action durable, 50 % à 75 % des flux de trésorerie d'exploitation en tenant compte de la capacité d'augmenter le dividende à même les liquidités inscrites au bilan de la société, si ces objectifs ne sont pas atteints pour un exercice donné. Le conseil d'administration réexamine régulièrement ces directives.

En 2010, la société a entrepris un important projet de mise au point de ses systèmes (« SCORE »), qui en est maintenant aux dernières étapes de réalisation. Les nouvelles fonctionnalités offertes par ce projet couvrant l'entreposage et la distribution, le marchandisage, l'exploitation et les finances devraient être terminées au cours de l'exercice 2017. En raison des retards qu'accuse le projet, le total des coûts liés au projet a augmenté et, selon les dernières prévisions, il devrait atteindre 40 millions de dollars, dont une tranche d'environ 36,8 millions de dollars a déjà été engagée. La hausse des coûts du projet SCORE s'explique par les problèmes éprouvés au cours du déploiement du système de gestion de l'entrepôt au cours de

l'exercice 2013, problèmes qui ont été réglés, et par un calendrier de déploiement plus long que celui initialement prévu.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017, la société a investi 8,1 millions de dollars en trésorerie, principalement dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés. La société s'attend à investir près de 38 millions de dollars au titre des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2017, notamment pour le projet SCORE. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire et des obligations à l'égard de la dette à long terme, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 8 septembre 2016, 13 440 000 actions ordinaires et 49 890 266 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. En ce qui concerne les actions de catégorie A sans droit de vote de la société, il y avait 3 733 800 options sur actions en cours et leur prix d'exercice moyen était de 9,36 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2017, la société n'a acheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2015. Pour obtenir de plus amples renseignements à propos de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Instruments financiers dérivés

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à douze mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats à terme de couverture contre le risque lié aux devises assortis d'échéances d'au plus 12 mois.

Les contrats de change en cours au 30 juillet 2016, au 1^{er} août 2015 et au 30 janvier 2016 figurent à la rubrique intitulée « Contrats de change » du présent rapport de gestion.

Un contrat de change à terme est un accord contractuel visant l'achat ou la vente ultérieur d'une devise à un prix et à une date déterminés. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La société jouit d'un haut niveau de liquidité en raison des soldes importants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qu'elle détient ainsi que de ses titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des clients et autres débiteurs et des contrats de change. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers.

Comme la volatilité du dollar américain par rapport au dollar canadien se répercute sur le bénéfice et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats de change, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES ET JUGEMENTS

Principales sources d'incertitude liée aux estimations

Aucune modification importante des principales sources d'incertitude liée aux estimations ou des jugements posés lors de l'application des méthodes comptables présentées dans le rapport de gestion annuel de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016 (disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) n'a été constatée.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2017

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 30 janvier 2016 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, sous réserve des informations présentées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 30 juillet 2016, lesquelles comprennent l'adoption de l'*Initiative concernant les informations à fournir (modifications de l'IAS 1)*. Le 18 décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son programme majeur d'amélioration de la présentation et de l'information à fournir dans les rapports financiers. Les modifications sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. Ces modifications n'ont pas nécessité de changement important de la présentation et des informations à fournir dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société. De plus amples informations sur les principales méthodes comptables sont fournies à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 30 juillet 2016.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées, ne s'appliquent pas encore au semestre clos le 30 juillet 2016, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

- IFRS 16, *Contrats de location*
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*
- Programme de divulgation (modifications à l'IAS 7)
- IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*

De plus amples informations sur ces modifications sont fournies à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du 30 juillet 2016.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des finances ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, les contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que :

- les renseignements importants relatifs à la société sont communiqués au chef de la direction et au chef des finances par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents annuels et intermédiaires sont dressés;
- l'information qui doit être présentée par la société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, le contrôle interne à l'égard de l'information financière, de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux IFRS.

Le cadre ayant servi à la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société est fondé sur les critères établis par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013).

Modifications apportées au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours du semestre clos le 30 juillet 2016, qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

L'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a de lourdes répercussions sur les détaillants canadiens qui importent des biens finis de l'étranger qui sont réglés en dollars américains, et si l'on ajoute la concurrence accrue entre magasins et les abondantes possibilités de magasinage en ligne, cela crée un environnement difficile dans le secteur de la vente au détail. La société a pris une série de mesures pour relever ces défis, notamment l'amélioration considérable de sa capacité d'approvisionnement grâce à une meilleure collaboration avec les fournisseurs axée sur la qualité, les prix et les modalités de paiement. Le perfectionnement de l'élaboration de produits, la valorisation de la marque et les partenariats avec des porte-parole connus permettent aux bannières de continuer d'améliorer l'expérience en magasin tout en restant centrées sur la rentabilité des magasins. Les activités de vente de gros de la société progressent comme prévu, un certain nombre de détaillants ayant montré de l'intérêt pour les vêtements offerts tant sur le marché canadien que sur le marché américain. De plus, la société a investi des sommes considérables dans les personnes de talent et la technologie qui soutiennent ses activités de commerce électronique, ce qui a contribué à sa croissance exceptionnelle.

La société a réalisé des investissements importants dans la technologie; elle compte mener à bien le projet SCORE au cours de l'exercice à l'étude et prévoit investir encore davantage dans ses capacités liées aux magasins, au commerce électronique et à l'approvisionnement. L'évolution du secteur du détail et de nos clients est plus rapide que jamais et, en conséquence, la société reconnaît qu'elle doit faire des gains importants en matière de souplesse et d'efficacité. Son aptitude à s'adapter rapidement à ces nouvelles demandes et à continuer de se réinventer sera au cœur de sa croissance à long terme et de son succès futur.